

EUROPE DES VINGT-CINQ

Les électeurs désavouent l'élargissement à l'Est



Les citoyens européens ont massivement boycotté l'élection du nouveau parlement de l'Union. Le taux d'abstention a dépassé le seuil critique des 50 % au-delà duquel aucune institution démocratique ne peut prétendre à la légitimité. Il exprime un rejet des nouvelles orientations de l'OTAN et de l'Union depuis l'effondrement de l'URSS et particulièrement de l'élargissement à l'Est décidé par Bush senior et James Baker en 1991. Il rend improbable l'adoption du projet de Traité constitutionnel et met en cause le modèle d'une Europe dessinée à Washington et mise en œuvre à Bruxelles.

page 2

Le débat états-unien se répercute chez les atlantistes

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Une polémique a opposé dans *Le Monde* François Heisbourg à Pierre Marion. Pour le premier, la réponse de George W. Bush aux attentats du 11 septembre a ouvert un conflit des civilisations dont l'Europe doit se désolidariser tandis que M. Marion voit l'invasion de l'Irak comme un premier pas dans la démocratisation du Moyen-Orient qu'un rapprochement franco-américain permettrait d'envisager de façon plus cohérente.

page 7

REPÈRE : 10 JUIN 1942

Lidice, ville martyre

Nazi de la première heure, fondateur de la Gestapo, architecte de la « *solution finale* », Reinhard Heydrich est un des favoris d'Hitler. Il est chargé de liquider les juifs et communistes d'Allemagne, puis de Pologne, et enfin d'organiser la déportation des juifs d'Europe vers les camps d'extermination. En 1941, il est nommé Protecteur du Reich en Bohême-Moravie. Mais, le 27 mai 1942, la Résistance tchèque lance une bombe dans sa voiture et le blesse grièvement. Il décédera quelques jours plus tard de ses blessures. Goebbels accuse « *des terroristes juifs* » et lance une vague de répression sans pareil : des milliers de juifs sont fusillés ou pendus dans les camps. Le 10 juin, en « *hommage* » à Heydrich, Hitler lance « *l'Opération Reinhard* » : la ville de Lidice (Loditz), centre de la résistance tchèque, est anéantie par les S.S. Toute la population masculine de plus de 8 ans est abattue, les femmes et enfants sont envoyés à Sobibor et Treblinka. La ville est ensuite incendiée et rasée par des bulldozers. ■



PLAN SHARON : PAIX POUR ISRAËL, GUERRE EN PALESTINE ?

Le plan israélien de retrait unilatéral des territoires occupés a été notamment conçu pour ouvrir une guerre civile parmi les Palestiniens. D'ores et déjà, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, tente de réunir au sein d'une même formation les différentes factions afin de les placer sous un commandement centralisé. Mais il se heurte à d'importantes oppositions : le Hamas, dont Israël a assassiné les leaders les plus modérés, a annoncé qu'il continuerait à mener des attentats contre l'État hébreu même après l'application du plan de retrait, ce qui exclut l'intégration de ses hommes au sein d'une force de sécurité palestinienne unifiée. Les dirigeants des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa ont également annoncé leur refus de participer à une telle force, et menacé ouvertement de quitter le Fatah. ■

Europe des vingt-cinq

Les électeurs désavouent l'élargissement à l'Est

Les citoyens européens ont massivement boycotté l'élection du nouveau parlement de l'Union. Le taux d'abstention a dépassé le seuil critique des 50 % au-delà duquel aucune institution démocratique ne peut prétendre à la légitimité. Il exprime un rejet des nouvelles orientations de l'OTAN et de l'Union depuis l'effondrement de l'URSS et particulièrement de l'élargissement à l'Est décidé par Bush senior et James Baker en 1991. Il rend improbable l'adoption du projet de Traité constitutionnel et met en cause le modèle d'une Europe dessinée à Washington et mise en œuvre à Bruxelles.

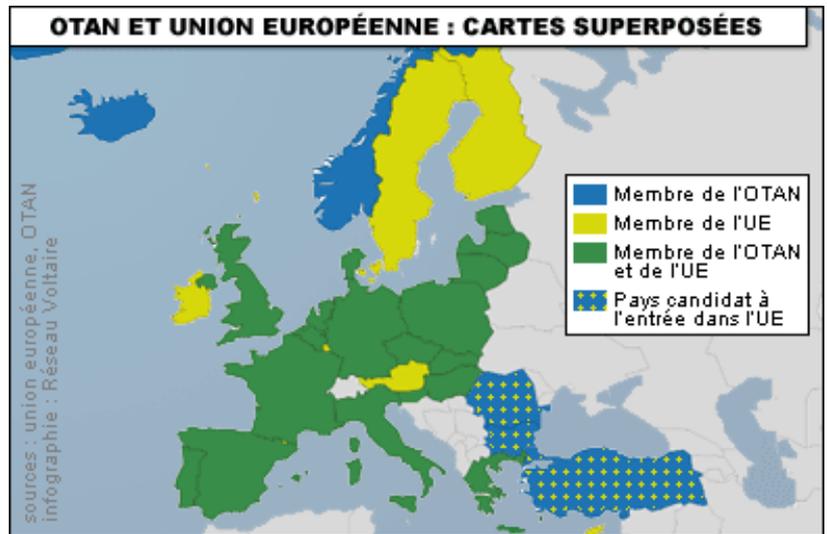


Pendant la Guerre froide, l'Europe était le fruit d'une double volonté : d'une part, celle des Européens de mettre un terme aux guerres incessantes qui les ont opposés, d'autre part, celle des États-Uniens d'arrimer l'Europe occidentale au bloc atlantiste. Ce projet a été formalisé dans le cadre du Plan Marshall.

Depuis l'effondrement de l'URSS, ce consensus est mort : Washington ne cherche plus à stabiliser l'Ouest, mais à isoler la Fédération de Russie. Le 2 octobre 1991, James Baker, le secrétaire d'État de Bush père, appelle à fonder l'OTAN, l'Union européenne et la CSCE à l'intérieur d'un Conseil de coopération Nord-Atlantique. Il s'agit avant tout d'arrimer le « *groupe de Visegrad* » (Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie) [1] et les États baltes

(Estonie, Lettonie, Lituanie) à l'OTAN et à l'Union.

Le groupe de Visegrad est entré à l'OTAN en mars 1999, et les États baltes, le 1er mai 2004 [2]. Le même jour, les uns et les autres ont rejoint l'Union européenne, en même temps que Chypre et Malte, qui étaient sur liste d'attente, et que la Slovénie qui a su prendre le train en route. L'élargissement de l'Union aux États d'Europe centrale et baltes n'est pas une volonté des premiers membres, ni des nouveaux adhérents, mais une recomposition imposée par Washington et acceptée par tous.



Comme on le voit sur ce point, il est impossible de distinguer l'histoire de l'Union européenne de celle de l'OTAN, ni d'analyser la crise actuelle de l'Union sans comprendre l'évolution de l'OTAN.

Le Parlement européen

Les compétences du Parlement européen ont été renforcées par les Traités de Maastricht (1991) et d'Amsterdam (1997), elles restent néanmoins limitées. Il est invité à donner un avis consultatif sur les sujets dépendant du Conseil des chefs d'État et de gouvernement (agriculture, fiscalité, environnement, sécurité, justice...) - procédure de consultation - ; à donner un avis conforme aux initiatives de la Commission dans la gestion des Fonds structurels et de cohésion - procédure de coopération - ; et à légiférer conjointement avec le Conseil dans les autres matières - procédure de co-décision -. Il ne peut prendre aucune décision par lui-même et apparaît, souvent de manière caricaturale, comme un vaste forum sans enjeux.

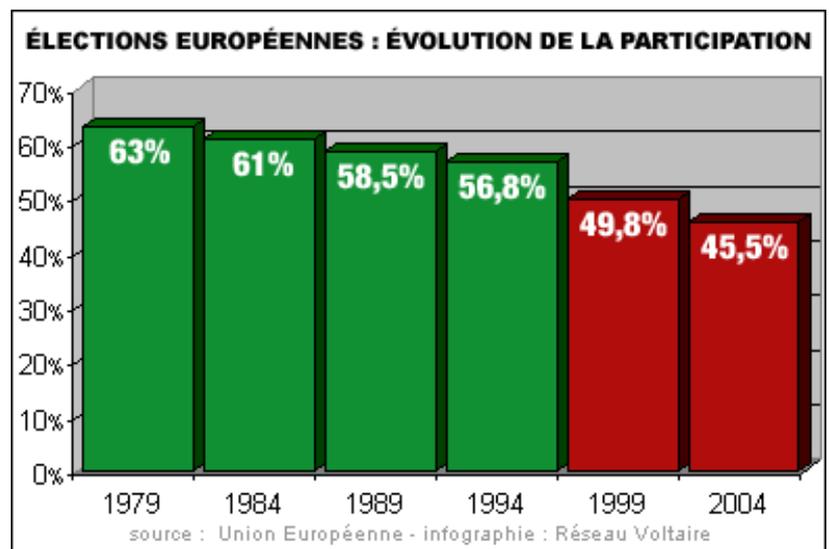
Créé en 1958, le Parlement européen était initialement composé de députés délégués par les parlements nationaux. Depuis 1979, il est élu au suffrage direct à la proportionnelle [3]. Dans la perspective initiale de l'Union, les États européens étaient appelés à s'intégrer dans une fédération, dont le Parlement européen serait devenu l'Assemblée unique. Ce point de vue culmine dans le Traité de Maastricht (1991) qui prévoit le financement de partis européens. Mais après l'effondrement de l'URSS, Washington qui poussait à l'intégration politique s'y oppose. Cette divergence s'accroît de manière critique lorsque une partie des Européens, conduits par l'Allemagne, puis la France, refuse de

participer à l'invasion de l'Irak. La remise en cause de l'intégration politique européenne se traduit, entre autres, par un arrêt du processus d'intégration du Parlement européen. L'idée de l'élire au cours d'un scrutin unique dans tous les États membres, avec des circonscriptions nationales, mais avec des listes européennes est abandonnée. On installe au contraire, des scrutins régionaux prétendument pour rapprocher les députés des citoyens, en réalité pour s'assurer que le Parlement n'aura jamais la légitimité nécessaire pour s'emparer de nouveaux pouvoirs, comme l'ont toujours fait à un moment donné les assemblées dans la construction des démocraties. En France, le scrutin régional est promu par Michel Barnier (UMP) et Pierre Moscovici (PS) avec l'arrière-pensée d'en profiter pour éliminer les petits partis.

Le fait que les partis politiques nationaux n'aient pas mené campagne en concertation avec leurs futurs alliés étrangers au Parlement et qu'ils ne se soient pas préoccupés des résultats de leurs alliés dans les autres États membres, confirme le caractère intrinsèquement anti-européen de ce scrutin. Les presses nationales ont fidèlement reflété cet état de fait en rendant compte des résultats à l'étranger sans jamais faire référence aux futurs groupes politiques, mais uniquement en interprétant les résultats selon des enjeux locaux.

L'abstention

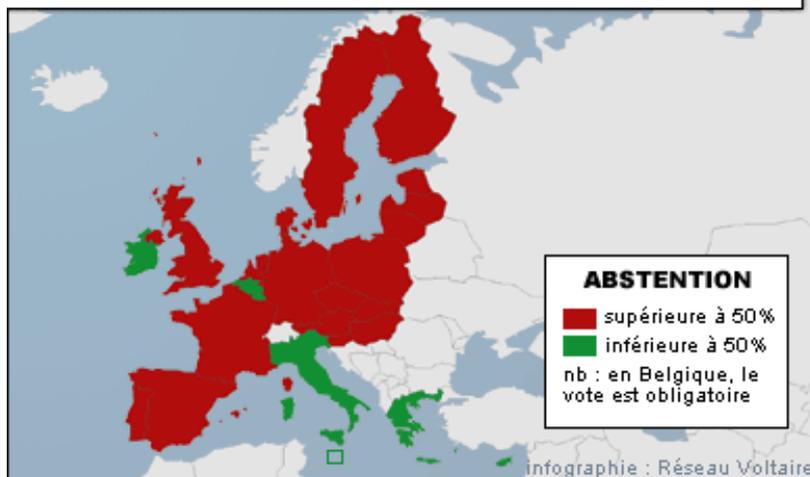
Les 25 États membres de l'Union européenne ont élu, en juin 2004, leurs 732 députés au Parlement européen. On constate sur le graphique ci-dessous que le taux de participation est en baisse constante depuis 1979. Les quinze premières années, l'érosion est lente. Elle reflète la lassitude face à un parlement sans pouvoirs. Mais à partir de 1999, alors que les compétences du Parlement sont renforcées, la chute s'amplifie traduisant le désarroi des électeurs devant l'évolution de l'Union elle-même.



La légitimité d'une institution démocratique est relative à son assise électorale. Au-dessous du seuil critique de 50 % de participation, aucune élection ne peut conférer de légitimité démocratique. Si l'on fait abstraction de la Belgique et du Luxembourg où le vote est obligatoire, On observe dans le schéma ci-dessous que la participation n'est suffisante que dans un bloc méditerranéen (Italie, Malte, Grèce, Chypre) et en Irlande. Tous les autres peuples refusent de

participer à l'Union élargie. Ce refus est particulièrement virulent dans les États du groupe de Visegrad et dans les États baltes, c'est-à-dire dans tous les entrants imposés par Bush père et James Baker.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2004 : CARTE DE L'ABSTENTION



Le désarroi des électeurs traverse les partis politiques. La plupart des grandes formations, dans tous les États membres, sont partagées quant à leur vision du futur de l'Europe, au point qu'il leur a été impossible d'établir des programmes de législature. Conséquemment, les élus siègeront par groupes politiques et non selon leurs convictions, de sorte que cette confusion se prolongera toute la durée de la mandature.

La première décision d'importance qu'ils devront prendre sera de voter le projet de Constitution. Contrairement à son intitulé et à son apparence pompeuse, il ne s'agit nullement d'une constitution régissant une fédération et établissant une séparation des pouvoirs, mais d'un Traité rectificatif de celui de Nice (2000). L'enjeu principal est de redéfinir la pondération des voix des États membres pour adapter les règles fixées pour 15 membres à une réalité à 25.

L'abstention massive rend impensable d'adoption de ce projet « *constitutionnel* » qui, au demeurant, modifie profondément la nature de l'Union. Mais la non-adoption de ce projet est aussi problématique car on en revient alors au Traité de Nice qui avait été adopté pour faire bonne figure, mais que personne ne souhaite appliquer. L'Union est donc dans une impasse. Ce n'est pas la première de son histoire et elle a toujours su inventer des solutions de dernière minute. Cette fois-ci, il ne suffira pas de faire preuve d'imagination, il faudra surtout préciser si les États membres souhaitent ou non persévérer dans l'intégration politique. Elle se fera alors, non pas sous l'impulsion des États-Unis, mais contre eux.

[1] C'est à Visegrad, près de Budapest, que Casimir III le Grand (roi de Pologne), Charles Ier (Hongrie) et Jean de Luxembourg (Bohême) se réunirent au XIVe siècle pour régler leur différends. C'est à nouveau à Visegrad que, le 15 février 1991, Lech Walesa, Arpad Göncz et Vaclav Havel décident de la création d'une zone de libre-échange entre leurs trois pays inspirée du modèle économique états-unien.

[2] C'est un peu plus compliqué encore : la Tchécoslovaquie s'est scindée en deux. La République tchèque est entrée la première dans l'OTAN, puis la Slovaquie. Les deux États

sont entrés ensemble dans l'Union.

[3] Sauf pour le Royaume-Uni qui a disposé d'une dérogation.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le débat états-unien se répercute chez les atlantistes

Analyse

À quelques jours d'intervalle, une polémique a opposé dans *Le Monde* le politologue François Heisbourg à l'ancien patron des services secrets extérieurs français, Pierre Marion.

Pour M. Heisbourg, la réponse de George W. Bush aux attentats du 11 septembre n'a pas limité le terrorisme dans le monde, mais a ouvert un conflit des civilisations. En suivant les États-Unis, l'Europe se place dans le camp occidental et se positionne sans raison en adversaire du monde arabo-musulman. Il est urgent de désamorcer cette crise en se désolidarisant de Washington et sans attendre que George W. Bush perde les élections.

M. Marion récuse cette analyse. Selon lui, l'invasion de l'Irak n'est pas une réponse au 11 septembre, mais un premier pas, indispensable, dans la démocratisation du Moyen-Orient : la destitution d'un dictateur. Il est regrettable que cette action militaire n'ait pas été avalisée par l'ONU, mais le rapprochement franco-américain à l'occasion de l'anniversaire du Débarquement allié permet d'envisager une suite plus cohérente.

Les deux protagonistes de ce dialogue sont des atlantistes convaincus et entretiennent des liens étroits avec le Royaume-Uni. Leur divergence illustre un malaise profond à Londres et à Washington. Les désaccords débattus en privé s'étaient désormais au grand jour. **52 diplomates britanniques**, puis **60 états-uniens**, ont publié des lettres ouvertes à leurs gouvernements. Et mercredi 16 juin, 20 ambassadeurs et 6 généraux états-uniens, républicains et démocrates, rendront public un appel contre Bush. Cependant, toutes ces prises de position se heurtent à une même limite : en acceptant l'interprétation officielle du 11

septembre, ces personnalités se trouvent sommées d'avaliser la guerre au terrorisme. Toutefois, un courant plus critique est en train d'apparaître : les Verts états-uniens, qui seront représentés à l'élection présidentielle par Ralph Nader, ont appelé à réviser les attentats du 11 septembre. Ils ont appelé leurs adhérents à faire circuler le livre du professeur Ray Griffin, *The New Pearl Harbour*, étudiant et validant les travaux de Thierry Meyssan.

Le professeur John C. Yoo, ancien conseiller de John Ashcroft, explique doctement dans le *Los Angeles Times* que l'usage de la torture est parfaitement légal vu que le Congrès a autorisé George W. Bush à utiliser tous les moyens appropriés pour lutter contre le terrorisme. La fin justifie donc les moyens.

Dans le *Wall Street Journal*, c'est au tour de l'ancien président polonais Lech Walesa de faire l'éloge de Ronald Reagan. Sans surprise, il reprend la litanie classique des admirateurs de l'ancien président et le présente comme le vainqueur du communisme terrassant l'URSS grâce à son amour de la liberté avec l'aide de Jean-Paul II et de Margareth Thatcher. Débonnaire, il veut bien reconnaître un rôle à Mikhaïl Gorbatchev, le principal acteur de cette période, dans la fin de la Guerre froide.

Le représentant démocrate de la Silicon Valley, Tom Lantos, s'indigne dans le *Los Angeles Times* de ce qu'il pense être un retour de la Russie aux méthodes soviétiques en matière de contrôle de la presse et des associations. Unique survivant juif de la solution finale siégeant au Congrès et figure de l'anticommunisme, il appelle à l'exclusion de la Russie du G8. Au-delà des dernières péripéties à Moscou, la réflexion de M. Lantos est d'abord une réaction à la guerre qui oppose Vladimir V. Poutine aux oligarques, dont la plupart sont juifs et citoyens israéliens. Il interprète ce conflit non comme une ré-appropriation nationale des ressources du pays, mais comme un retour à un stalinisme antisémite.

Enfin, Bathsheba et Chester Crocker alertent les lecteurs de l'*International Herald Tribune* sur la difficile application de l'accord de paix au Soudan (indépendant du conflit distinct du Darfour). Il ne pourra être mis en œuvre qu'avec un soutien et un suivi extérieur. Les États-Unis, l'Union africaine et l'Union européenne doivent s'y impliquer.

Réseau Voltaire

François Heisbourg



François Heisbourg est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, président du Conseil d'administration de l'International Institute for Strategic Studies et expert d projet Strengthening the Global Partnership du Center for Strategic and International Studies. Il est ancien membre de la représentation permanente de la France à l'ONU, ancien conseiller au ministère français des Affaires étrangères et ancien vice-président de MATRA-Défense-Espace. Il est l'auteur de *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre.*

« Accablant 6 juin 2004 »

Source : Le Monde

Référence : « Accablant 6 juin 2004 », par François Heisbourg, *Le Monde*, 5 juin 2004

À aucun moment depuis les grandes crises de la Guerre froide, le monde n'a été plus près d'une confrontation planétaire. Ce qui est étrange, c'est le caractère parfaitement évitable des événements qui ont conduit au péril actuel. Les attentats du 11 septembre 2001, attaque d'une minorité agissante, n'avaient pas vocation à se transformer en un choc des civilisations, mais les États-Unis ont fait preuve d'activisme borné et d'incompétence sans borne en Irak tout en rejetant la « feuille de route ». Cela a provoqué le rejet massif du monde arabe. Il est désormais à craindre que cette haine de l'Amérique ne débouche sur des crises de régime au Moyen-Orient au profit d'un intégrisme militant et anti-occidental.

L'étrangeté, c'est aussi l'incapacité de la communauté internationale, et tout spécialement de l'Europe, à s'organiser face à la menace que représente l'hyperterrorisme dont est porteuse Al Qaïda. Les attentats de Madrid du 11 mars attestent qu'Al Qaïda n'est pas affectée par le travail des forces de sécurité et qu'elle a trouvé dans le rejet de l'Amérique un levier puissant de recrutement. Tôt ou tard, elle disposera d'armes de destruction massive. Pour empêcher cela, nos services redoublent d'efforts, mais en termes de budget et d'organisation, les États occidentaux en sont restés aux schémas de l'avant 11 septembre. Cette double étrangeté nous fait courir à la catastrophe alors que le soutien à Al Qaïda dans le monde arabe se massifie d'après les sondages. Que faire pour empêcher la catastrophe ? Tout d'abord, l'Europe doit éviter d'être associée à la politique de l'administration Bush. Il est dans l'intérêt de tous, y compris des États-Unis, que l'Occident ne soit pas rejeté dans son ensemble. Il faut donc refuser le déploiement de l'OTAN en Irak et le projet de « Grand Moyen-Orient ». Il faut soutenir le processus de paix israélo-palestinien contre la politique américaine.

C'est avec beaucoup de tristesse que je demande à la veille de l'anniversaire du 6 juin 1944 une dissociation que j'espère temporaire avec la politique américaine. Il faut nous souvenir que l'administration Bush n'est pas immortelle. Il faut donc nous différencier de la politique de Washington sans nous mettre à dos la population américaine. L'Union européenne doit adapter ses stratégies de sécurité.

Pierre Marion

Pierre Marion est ancien directeur général de la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure).

« Vive le 6 juin de Bush ! »

Source : Le Monde

Référence : « Vive le 6 juin de Bush ! », par Pierre Marion, *Le Monde*, 11 juin 2004.

Le point de vue de François Heisbourg « *Accablant 6 juin 2004* » était particulièrement mal venu à la veille des cérémonies d'anniversaire du Débarquement qui ont souligné une grande communion des nations ayant contribué au débarquement le 6 juin 1944 avec une forte majorité de pertes américaines. Rien ne paraît autoriser les qualificatifs que M. Heisbourg applique au président **George W. Bush** et on peut imaginer la réaction qu'auraient eu les Français si leur président était qualifié avec la même désinvolte rhétorique.

L'auteur brocarde l'intervention des États-Unis et du Royaume-Uni contre l'Irak de Saddam Hussein. Il n'est pas inutile d'en rappeler les motifs : qui a déclaré en 1980 la guerre à l'Iran, faisant de nombreux morts, y compris par l'usage de gaz de combat ordonné par Saddam ? Qui a exterminé près de 100 000 de ses citoyens, en en gazant 5 000 avec femmes et enfants ? Qui a provoqué l'exode de deux millions de Kurdes persécutés ? Qui a pratiqué l'assassinat d'opposants politiques exilés, d'un ambassadeur d'Israël, sans parler d'une tentative contre un ancien président des États-Unis ? Qui a envahi le Koweït en 1990, avant d'en être chassé par une alliance occidentale, conduite par les Américains ? Qui a fait disparaître des centaines de prisonniers koweïtiens, saoudiens, syriens, libanais, égyptiens ? Qui a pratiqué des exécutions sommaires, mutilations ou viols de femmes sur ses propres ressortissants ? Qui a bombardé Israël avec des Scud ? Qui a contourné toutes les décisions prises par l'ONU jusqu'en 1997, au point d'obliger les inspecteurs de l'ONU à cesser leur enquête ?

Devant cette situation, il n'était pas possible de promouvoir une démocratisation du Moyen-Orient sans mettre un terme au régime de Saddam Hussein. On peut regretter que l'action salvatrice des États-Unis et de la Grande-Bretagne ait eu lieu sans l'aval des Nations unies, mais l'essentiel est l'ouverture d'une évolution positive dans le pays et donc dans la région. Le rapprochement franco-américain au cours des cérémonies du Débarquement permet d'envisager une évolution favorable acceptée par les gouvernements intéressés.

John C. Yoo



Ancien assistant d u juge Clarence Thomas, John C. Yoo est professeur de droit à Berkeley. Il est chercheur à l'American Enterprise Institute et a travaillé au département de la Justice états-unien entre 2001 et 2003 sur la Convention de Genève.

« Avec "toute la force nécessaire et appropriée" »

Source : Los Angeles Times

Référence : « With 'All Necessary and Appropriate Force' », par John C. Yoo, *Los Angeles Times*, 11 juin 2004.

Suite à une succession de fuites dans la presse impliquant des mémos étudiant l'application de la Convention de Genève et des lois fédérales interdisant la torture, les opposants à l'administration Bush, comme **Dianne Feinstein**, affirment que ces études sont des moyens d'échapper à ces règles. C'est une erreur car en février 2002, **George W. Bush** a déclaré que les détenus seraient traités humainement et le traitement qu'ils reçoivent est plus généreux que ce qui était nécessaire dans la loi.

En effet, Al Qaïda n'est pas une nation et la Convention de Genève ne s'applique pas à la guerre au terrorisme. Elle s'applique normalement à la lutte contre les Talibans, mais ils n'ont pas droit au statut de prisonniers de guerre car ils ne portaient pas d'uniformes et qu'ils ont régulièrement violé les lois de la guerre. Bien sûr dans les mémos, la définition de la torture est étroite, mais c'est celle qui a été adoptée par le Congrès en 1994.

Les abus physique et mentaux sont donc illégaux, mais pas le fait de ne laisser dormir un détenu que six heures, de l'interroger de façon répétée ou de le faire travailler. On ne peut pas torturer les terroristes, mais il ne faut pas non plus les traiter comme des invités. Nous ne devons pas oublier que le Congrès a autorisé **George W. Bush** à utiliser « tous les moyens appropriés » dans sa guerre au terrorisme. En définitive, la politique de l'administration Bush respecte la loi.

Lech Walesa



Fondateur de Solidarnosc, Lech Walesa est ancien président de Pologne (1990-1995) et Prix Nobel de la Paix 1983.

« En solidarité »

Source : Wall Street Journal

Référence : « In Solidarity », par Lech Walesa, *Wall Street Journal*, 11 juin 2004.

Quand on parle de **Ronald Reagan** en Pologne, le sujet devient vite personnel parce que nous lui devons notre liberté et cela ne sera jamais assez répété. Les Polonais se sont battus pendant des années pour leur liberté et ils ont donc une estime spéciale pour ceux qui les ont soutenus. Le soutien était le test de l'amitié et le président Reagan a prouvé son amitié en faisant sortir les pays d'Europe centrale et orientale des jours sombres de la Guerre froide.

Il croyait dans la démocratie, les Droits de l'homme et dans la société civile. Je me suis souvent demandé pourquoi Reagan avait pris tant de risques politiques

pour nous aider tout en soutenant un réarmement qui mena l'économie soviétique à la faillite. Il faut se souvenir en effet que les États-Unis connaissaient alors la récession économique et les Américains étaient avant tout intéressés par leurs problèmes domestiques. En fait, il était de ses dirigeants qui mettaient en avant leurs valeurs et qui estiment qu'elles méritent qu'on leur sacrifie tout.

Les années 80 était une période étrange. Le communisme arrivait à sa fin et le changement approchait, mais celui-ci nécessitait la coopération de différents acteurs politiques. C'est l'action combinée de Ronald Reagan, Jean-Paul II, Margareth Thatcher et même **Mikhaïl Gorbatchev** qui a permis l'émergence d'un nouvel âge en Europe. Reagan avait une vision et elle nous a libéré des Soviétiques. Moi et Reagan avons des tempéraments différents, mais nous avons les mêmes valeurs. Solidarnosc avait été brocardé par ses ennemis comme un mouvement de cow-boy, mais le cow-boy se bat pour la justice. Peut-être que nous n'avons pas suffisamment exprimé notre gratitude à Reagan, mais il a dû réaliser les changements remarquables qu'il a apportés à la Pologne.

Tom Lantos



Seul survivant de l'Holocauste à jamais avoir été élu au Congrès, d'origine hongroise, Tom Lantos est député californien depuis 1980. Il est le chef du groupe démocrate à la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Violentement anticommuniste, il a soutenu de nombreuses initiatives en faveur du rapprochement avec les anciens pays du bloc soviétique. C'est un fervent partisan d'Israël. Il a appelé à des sanctions contre l'Irak dès 1988 suite au gazage des Kurdes à Halabja. On le dit lié à Kofi Annan.

« M. Poutine, dans l'intérêt de la démocratie, abattez ce mur de censure »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Mr. Putin, for Democracy's Sake, Tear Down This Wall of Censorship », par Tom Lantos, *Los Angeles Times*, 11 juin 2004.

La semaine dernière, Léonid Parfyonov, le plus influent des présentateurs de la télévision russe et l'une des rares voix indépendantes dans une chaîne majeure a été limogée suite à une dispute causée par un cas de censure émanant évidemment du Kremlin. Ce n'est qu'un développement de plus dans la tendance de **Vladimir Poutine** à revenir à un autoritarisme de type soviétique. On peut observer cette tendance dans le contrôle que le Kremlin veut imposer sur les grands médias, les législatures régionales, les cours de justices et les groupes issus de la société civile.

En dépit de cette situation, l'état de la démocratie en Russie ne sera pas abordé au sommet du G8. Il aurait pourtant fallu ne pas inviter la Russie en raison de ses violations répétées des principes d'une société ouverte. En novembre, j'ai co-fondé le groupe parlementaire bipartisan pour la démocratie en Russie, un mois après l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, pionnier en Russie pour la transparence dans la gestion d'une grande entreprise. **Christopher Cox** et moi avons également déposé une résolution au Congrès demandant l'exclusion de la Russie du G8.

Poutine a promis de soutenir la démocratie durant son second mandat, mais je ne lui fait pas confiance et cela s'est confirmé quand il s'en est pris aux ONG dans son discours sur l'état de la nation. Les États du G8 doivent soutenir les forces démocratiques russes et affirmer clairement qu'ils s'opposent à la politique de Poutine.

Bathsheba Crocker, Chester Crocker

Bathsheba Crocker est codirectrice du projet de reconstruction d'après conflit du Center for Strategic and International Studies.

Chester Crocker a été assistant secrétaire d'État états-unien aux Affaires africaines (1981-1989). Il est professeur d'études stratégiques à l'université de Georgetown.

« Soudan : un rôle états-unien dans le Sud »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Sudan : A U.S. role in the south », par Bathsheba Crocker et Chester Crocker, *International Herald Tribune*, 11 juin 2004.

Alors que le bain de sang se poursuit au Darfour, Khartoum et le mouvement de libération populaire du Soudan ont signé un accord, le 26 mai au Kenya. Il met fin à 40 ans de guerre civile dans le Sud du pays. C'est un succès pour les États-Unis.

L'enjeu est énorme : des millions de vies ont été perdues dans la région. Le Soudan reste sur la liste du **département d'État** des États soutenant le terrorisme. Or, c'est un lieu stratégique dans les efforts des États-Unis pour combattre les États en déliquescence et le terrorisme entre la corne de l'Afrique et la Mer noire. Réussir à se réengager dans ce pays pourrait également valider la rhétorique sur le désir de l'Amérique d'entretenir une relation constructive avec le monde islamique.

Toutefois, faire appliquer le plan sera plus difficile que de le négocier car beaucoup d'éléments laissent penser que les deux parties en présence ne sont pas résolus à respecter totalement un accord qu'ils n'ont accepté qu'en raison des pressions extérieurs. Il faut donc maintenir ces pressions et en cela les États-Unis ont un rôle déterminant à jouer :

- ▶ Il faut agir au Darfour avec l'Union africaine et l'Union européenne pour instaurer un cessez-le-feu.
- ▶ Il faut transformer le protocole d'accord au Sud en traité de paix.
- ▶ Il faut débloquer des fonds pour la reconstruction.
- ▶ Il faut désarmer les différents groupes et développer une organisation politique incluant tous les groupes.